

«GRÈVE CIVIQUE», VERTITUDE, ET APRÈS?

Les vieux briscards se souviennent des élections municipales françaises de mars 1977. Avec un taux de participation important (78,9%), une vague socialiste et communiste déferle dans la plupart des grandes villes (*Le Monde* parle même de «raz de marée»), à part Chirac remportant Paris. Tout cela annonçait un monde meilleur, le «*changer la vie*» de Mitterrand aux présidentielles de 1981. À Louviers (Eure), ville dont Mendès-France avait été le maire, les autogestionnaires du PSU - dont le programme de l'époque ferait pâlir le NPA d'aujourd'hui, sans parler de celui de EELV - avaient même remporté la mairie. On allait voir ce qu'on allait voir!

Et on a vu. À part quelques réalisations tombant sous le bon sens dans le domaine des transports ou de la culture, les municipalités progressistes sont tombées sur des os. Comme elles ne disposaient pas des véritables moyens pour une politique socialiste réelle - propriété des moyens de production et d'échanges, municipalisation des sols -, elles ont pataugé. Le pouvoir appelant le pouvoir, les combinaisons politiciennes appelant les combinaisons politiciennes, elles se sont retrouvées broyées par la logique nationale, étatique, puisque leurs partis étaient soumis à la stratégie de la conquête de l'appareil d'État.

Les affres de la déconcentration et de la décentralisation

Pire, les lois de décentralisation girondines voulues par l'ancien pétainiste Mitterrand ont donné quelques pouvoirs aux maires, dont certains furent pernicioseux comme la compétence pour le permis de construire. Apparemment anodine sinon vertueuse, celle-ci a généré un gigantesque trafic sur les droits fonciers. Principales conséquences: copinages, dessous de table, corruption et un déménagement du territoire qui, sur le plan urbanistique ou écologique, est bien plus funeste qu'une hypothétique élévation de la température atmosphérique d'ici 2050. Cela nous a donné le drame de la tempête Xynthia (2010) car les maisons inondées n'auraient jamais dû être construites dans certains endroits de la Faute-sur-Mer (1).

À Louviers, la moindre idée généreuse de gratuité s'est heurtée aux contraintes budgétaires (2). L'assemblée récurrent portant parfois sur des sujets secondaires a fini par y laisser les citoyens. Il est probable que ce soit également ce qui s'est passé à Saillans (Drôme), bourgade pilote d'un municipalisme participatif qui a perdu, de peu (de 18 voix, avec un taux d'abstention de 26%), sa reconduction dès le premier tour en mars 2020, avec «*un village scindé en deux*» comme le reconnaît la tête de liste de l'équipe sortante.

Il ne s'agit pas d'être Cassandre, mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut s'attendre à ce que la désillusion qui a suivi la victoire municipale de la gauche en 1977 se renouvelle avec la victoire des écologistes en 2020. Le contexte est, bien sûr, différent. En effet, dans le sillage d'une politique néo-libérale, promue aussi bien par la droite (Chirac-Sarkozy) que par la gauche plurielle (Jospin-Voinet) ou hollandiste (Hollande-Valls-Macron), la privatisation ou la réduction des services publics sont passées par là. L'État, préoccupé par la macro-stratégie de ses fonctions régaliennes (anti-terrorisme et transition écologique, donc gros investissements et politique étrangère agressive, plus la répression contre le mouvement social), a confié un certain nombre de fonctions aux collectivités locales et aux communes. Elles-mêmes ont été regroupées dans le nouveau mille-feuilles de l'intercommunalité (on reprend d'une main ce qu'on a donné de l'autre).

Mais cette déconcentration qui a suivi la décentralisation mitterrandienne s'accompagne d'une bureaucratisation importante qui réclame une palanquée d'experts pour comprendre et appliquer les normes sans cesse imposées par l'État ou l'Union européenne, notamment en environnement. Du coup, élus et experts,

(1) «Xynthia (catastrophe de)», *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

(2) WARGNY Christophe (1976), *Louviers: sur la route de l'autogestion?*, Paris, Syros.

doivent devenir spécialistes de ceci ou de cela, les premiers n'ayant pas forcément été formés pour cela. Comme à l'hôpital ou, de plus en plus, à l'école, ils passent leur temps devant les ordinateurs à remplir des rapports, des tableurs Excel ou des évaluations conformes aux nouvelles normes du management. Le résultat de ce genre de gestion en milieu hospitalier, déjà connu de ceux qui y travaillent, est désormais identifié avec la crise du Covid-19. Ses effets ne tarderont pas être identiques avec les municipalités. On peut même se demander si le fort taux d'abstention (60%) des municipales de 2020, scrutin auquel les Français sont pourtant le plus attachés (en 1977, l'abstention était de 21%, soit trois fois moins), ne s'explique par largement par une désillusion anticipée, d'autant que, que ce soit pour les *Gilets-jaunes* ou le Covid-19, les municipalités ont été hors jeu.

On attend encore l'arrêté municipal pendant les deux mois de confinement stupidement indifférencié qui aurait privilégié une politique sanitaire de cluster, autorisé les randonnées solitaires en campagne ou en montagne, les baignades sur les plages désertes, ou supprimé les *ausweiss*. Non, au contraire, ce fut la surenchère sécuritaire avec des mesures débiles et répressives appliquées par une maréchaussée qui trouve le moyen de s'étonner de ce que le citoyen ne l'aime guère... (3).

L'écologisme des grandes villes

Le confinement, en rendant l'air plus pur (moins de pollution...), et l'atmosphère plus agréable (silence, chants d'oiseaux et de grillons, du vent dans les branchages...), les rues plus tranquilles et plus fluides a certainement convaincu une grande partie de la population de cette bienfaisance. Elle a donc probablement crédité électoralement le courant politique qui l'incarne, l'écologisme, mais, attention, pas partout: surtout dans les grandes villes.

Or la population urbaine a beaucoup évolué depuis une quarantaine d'années avec le phénomène de métropolisation. La sociologie de ses centres s'est transformée: moins de classes populaires, davantage de bourgeois, de cadres moyens et supérieurs, de bobos. Sous réserve d'analyses plus fines bureau de vote par bureau de vote, les baby-boomers friqués et branchés, même un minimum, ont joué un rôle important. Inquiets de la grande faucheuse se dessinant avec le Covid-19, ils ont non seulement intégré la soumission au biopouvoir macronien, mais, en pensant la peur collapsologique, ils ont également fait pencher la balance du côté des écologistes.

Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Tours, Poitiers, Besançon, Annecy ou Grenoble sont désormais des villes sociologiquement bourgeoises ou petites-bourgeoises qui ont voté pour l'expertise verte qui nous épargnera peut-être l'apocalypse, ça ne coûte rien d'essayer. Le cas de Marseille est un peu différent. L'absence de terres agricoles dans ces communes favorisera des campagnes de comm' tranquilles-mimiles du genre «*commune sans glyphosates*», voire «*commune bio*». On attendra avec impatience les opérations «*ville sans industrie d'armement*» ou «*ville contre le nucléaire*» tandis que la présence du tôfu dans les cantines scolaires signera le geste d'une nouvelle civilisation.

Le fait que leurs périphéries populaires restent en dehors de cette vertitude électorale révèle bien la nature de classe du phénomène. Dans l'agglomération lyonnaise, Villeurbanne reste socialiste, Vénissieux reste communiste, tandis que dans la première couronne parisienne la situation est en train de changer (le PCF perd Saint-Denis et Aubervilliers, il garde Montreuil). L'ex-marxien devenu écologiste André Gorz avait fait ses «*adieux au prolétariat*», titre de son livre paru en 1980, un héritier pourrait écrire quelque chose comme «*bienvenue dans la bourgeoisie verte*».

La normalisation du capitalisme vert

La suite est assez prévisible. En dehors des mesures que n'importe quelle municipalité sérieuse appliquerait (tri et recyclage des déchets, abandon de l'incinération, maîtrise de l'adduction d'eau...), l'écocrairie promet la rénovation écologique des bâtiments: pas facile, mais il y a un marché prometteur. Gageons que ce ne sont pas des régies municipales qui vont s'en occuper. Elle va aussi encourager la piétonisation et la vélocipédisation des centres-villes, tout en introduisant des péages urbains (la France étant encore une exception dans ce domaine, mais plus pour longtemps!), au début, réservés aux poids lourds et bientôt, appliqués aux voitures particulières sales. Cela tombe bien, la Macronie veut la voiture électrique propre (encore un nouveau marché, encore de l'électricité, et encore du nucléaire). Sous le bonheur apparent de

(3) «Mobilité douce», *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

cet «*espace public retrouvé*» et de cette «*mobilité douce*», il s'agit en réalité d'une montée en gamme des centres-villes qui se traduit par plusieurs phénomènes (4).

Les prix fonciers y augmentent, attirant une nouvelle population aisée. Les dernières classes populaires sont chassées, se réfugiant non pas «*climaticquement*» mais «*socialement*» en périphérie plus ou moins lointaine où elles attendront des transports en commun qui arriveront peut-être un jour, à moins que la morale ne leur dise de prendre le vélo... Les centres seront davantage gentrifiés et muséifiés. L'écolocrature tolérera les jeunes qui viendront y «*faire la fête*», en ouvrant si nécessaire quelques spots pour eux... Ces nouvelles formes de métropolisation peuvent s'accélérer sous l'effet de deux phénomènes en France: le ralentissement général de la croissance démographique et l'envie chez certains, qui en ont les moyens, de quitter les villes pour s'installer «*à la campagne*» après avoir vécu le confinement.

La chasse à la voiture pensée de façon idéologique, c'est-à-dire indifférenciée, favorisera le télétravail, donc les cadres et les employés, ce qui demandera davantage d'électricité (encore le nucléaire qui a de beaux jours devant lui d'autant qu'il lutte contre les gaz à effet de serre), mais il n'est pas sûr qu'elle freine l'extension spatiale des agglomérations, au contraire. Sa logique fait penser à l'un des arguments électoraux de René Dumont au cours de sa candidature aux présidentielles de 1974: il voulait augmenter le prix de l'essence par dix pour faire reculer l'automobile. Les deux chocs pétroliers qui ont marqué les années 1970 lui ont envoyé un démenti cinglant puisque l'augmentation subséquente du prix de l'essence à la pompe n'a en rien entraîné la décroissance automobile, au contraire.

Selon le dogme, si on casse le thermomètre, on supprime la température, mais cette logique autoritaire ne fonctionne pas.

Au-delà de la commune, la stratégie présidentielle

Le succès électoral de EELV et la déculottée de la Macronie dont l'arbre havrais masque la bérézina rebattent les cartes en prévision de l'obsession politico-journalistique française: les prochaines présidentielles en 2022!

On comprend pourquoi Jean-Luc Mélançon faisait grise mine dimanche soir devant la «*grève civique, cette insurrection froide*»: car c'est l'électorat populaire, sa base potentielle, qui a fait défaut et qui va manquer dans le bal des *combinazioni* pour le-candidat-de-la-gauche-écologique-et-citoyenne. On va d'ailleurs rapidement voir si la gauche traditionnelle (socialiste, communiste...) se montrera assez fine dans sa propre perspective (en rabattre des egos, garder un peu de pouvoir au lieu de tout perdre), et si les écologistes ne vont pas se montrer trop arrogants ou gourmands.

La tambouille politicienne est déjà bien visible en France (à Annecy, le nouveau maire, ancien EELV et chef d'entreprise a des socialistes et des macronistes dissidents sur sa liste), mais aussi ailleurs en Allemagne (alliance des *Grünen* avec des socio-démocrates ou des conservateurs...), en Autriche ou en Suède. Dans tous ces pays, les écologistes sont élus dans les villes, pas dans les campagnes, ce qui en dit long sur la problématique du rapport à la nature.

Quant à la stratégie post-fasciste de Marine Le Pen (pensez-donc! La fille de Jean-Marie déposant une gerbe à la mémoire de De Gaulle! Une page est tournée...), testée à Béziers avec la réélection de Robert Ménard au premier tour (44% d'abstentions), elle a été confirmée par la victoire de Louis Aliot à Perpignan (RN sans étiquette...). Face au post-fascisme, la stratégie anti-fasciste traditionnelle doit être repensée. En fait, c'est un chantier complet de relecture idéologique et politique qui doit être mené aussi bien à propos du post-fascisme que de l'écologisme dans les milieux qui veulent encore l'émancipation individuelle et collective.

En 2022, face à Marine Le Pen, qui va-t-on trouver? Les paris sont ouverts... Dans la mesure où le capitalisme vert ratisse déjà très large sur le plan politique en France, son vivier est assez large pour contrer le souverainisme de droite.

L'option communaliste

Dans les petites communes, la situation qui échappe à ces macro-stratégies, est sensiblement différente.

(4) Ce sera l'une des questions qui sera traitée lors du festival des Reclusiennes à Ste-Foy-la-Grande en Gironde du 10 au 12 juillet 2020. Pour plus d'informations et le programme, cf. <www.reclusiennes.com>

Son analyse demande de la finesse et du temps. C'est là que les nouvelles expériences communalistes d'inspiration libertaire passeront le grand test. Le bilan des municipalités comme celle de Saillans doit être tiré avec précision. La façon dont seront impliqués les habitants, sans les fatiguer par la réunionite ou les duper par des décisions prises en catimini, sera cruciale. Elle peut être aidée par des perspectives fédéralistes d'entraide et d'élargissement des problématiques (la pédagogie, la paix, la question du nucléaire...), sous peine de thrombose.

La question d'une municipalisation économique (des sols, des infrastructures, des équipements...) doit être posée non comme préalable idéologique, mais comme condition de réalisation de projets envisagés (coopérative de production ou d'alimentation, Amaps renouvelées...). Cette difficulté redoutable peut être amoindrie par un renouveau de la vie sociale, culturelle et... sportive. Outre le théâtre, le chant ou le cinéma, le jeu du rugby, du football, du basket ou que sais-je d'autres encore est aussi une école de vie, voire d'anarchie.

Philippe PELLETIER,
29 juin 2020.
